



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère

 Groupement Prévention et Evaluation des Risques	Service Prévention Nord (Brest-Morlaix) Tel : 02 79 18 14 40 ou 02 79 18 14 41	Service Prévention Sud (Quimper-Chateaulin) Tel : 02 79 18 12 63 ou 02 79 18 12 64
	✉ : <a href="mailto:grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdis29.fr">grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdis29.fr</a>	

Dossier suivi par le Commandant Didier LUX

### Procès-verbal de visite Périodique Etablissement recevant du public de 3<sup>e</sup> catégorie

#### Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Quimper

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Quimper a visité l'établissement  
le 18 juin 2024

Dénomination	IUT - B (Enseignement biologie)	
Adresse	2 rue de l'Université - 29000 Quimper	
Adresse électronique	<a href="mailto:directeur.iutquimper@univ-brest.fr">directeur.iutquimper@univ-brest.fr</a>	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	42065.B	
Classement	Type : R	Catégorie : 3 <sup>e</sup>

Téléphone	02 98 90 02 27
Propriétaire	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
Exploitant	Mr Pascal OLIVARD
Chargé de sécurité	Mr Christian VANONI – Madame BOUCHER

En application des articles R 143.42 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## I. Textes Réglementaires

- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A) ;
- Arrêté n°2019101-0001 du 11 avril 2019 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Arrêté Préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 portant approbation du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R.

## II. Historique – Dérogations

Dates	Événements
1996-1999	Visite périodique
05/1999	Dossier de mise en sécurité globale de l'établissement
10/2002	Visite périodique et réception des travaux du bâtiment G
11/10/2005	Visite périodique
27/07/2006	PC 029 232 06S1244 (Construction d'un ascenseur)
31/08/2006	DT 029 232 0660400 (Mise en sécurité des bâtiments A et D)
25/11/2008	Visite périodique
01/06/2011	AI 029 232 1100040 (Réaménagement niveau 1 du bâtiment B)
16/06/2011	Visite périodique
26/06/2013	PC 029 232 13 00041 (Extension et création d'un lieu fédérateur)
28/06/2013	DP 029 232 13 00256 (Construction d'un local de stockage de bouteilles de gaz destinées aux laboratoires)
19/06/2014	Visite périodique
17/02/2015	Réception partielle des travaux liés au PC 029 232 13 00041 (amphithéâtre du bâtiment D et salles du bâtiment B)
13/10/2015	Visite de réception de l'extension mettant en communication les bâtiments A et D
15/01/2019	Visite Périodique – Avis favorable
09/11/2021	Visite Périodique – Avis favorable
17/02/2023	Travaux Autoclave AT n° 029 232 22 00142 – Avis favorable
17/05/2024	Dispositions pour la prise en compte des personnes en situation de handicap (Article GN 8) – Avis favorable

### III. Description sommaire

#### Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

En application de l'article MS 6 et du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) pris par arrêté préfectoral du 12 janvier 2021, l'établissement requiert les besoins suivants :

Surface développée retenue*	Besoin minimal en eau			Point d'Eau Incendie (PEI)	
	Débit horaire	Durée d'extinction	Quantité d'eau	Nombre autorisé	Distance**
<b>250 m<sup>2</sup> &lt; x &lt; 500 m<sup>2</sup></b>	<b>60 m<sup>3</sup>/h sur 2h soit 120 m<sup>3</sup></b>			<b>1 ou 2 PEI</b>	<b>150 m</b>

\* Il s'agit de la plus grande surface non recoupée par des parois Coupe-Feu (CF) 1 heure au minimum.

\*\* Distance maximale exigée réglementairement entre le 1<sup>er</sup> PEI et l'entrée principale de l'établissement

Après consultation des données publiques **GéoBretagne**, les ressources actuelles sont :

**Suffisantes**

#### Descriptif

Il s'agit d'un groupement de 5 établissements isolés entre eux qui se définit de la façon suivante :

- Bâtiment A/D : liaisonné en R+3 (Administration, CDI, bureau, enseignement, amphithéâtre)
- Bâtiment B : R+2-1 (Biologie)
- Bâtiment C : R+4 (Technique de commercialisation)
- Bâtiment E : Rez-de-chaussée (Hall de fabrication)
- Bâtiment F : Rez-de-chaussée (Animalerie) **Non ERP**
- Bâtiment G : R+1 (Recherche)

Ce procès-verbal ne concerne que le bâtiment B dont la distribution s'articule comme suit :

- Rez-de-jardin : Salles de TP, ateliers, chaufferie
- Rez-de-chaussé : Salles de cours, bureaux, salle de réunion, réserves
- 1<sup>er</sup> étage : Salle de TD, laboratoires, salles de cours banalisées, réserves produits
- 2<sup>ème</sup> étage : configuration identique au 1<sup>er</sup>

<b>Desserte</b>	4 façades accessibles par 1 voie « engin » et 1 voie « échelle »
<b>Isolement tiers</b>	Vis à vis : >4 m
<b>Structures</b>	Structure et planchers béton
<b>Toiture</b>	Toiture terrasse
<b>Façades</b>	Béton
<b>Distribution intérieure</b>	Compartiments
<b>Locaux à risques particuliers</b>	Importants : Chaufferie/produits dangereux Moyens : Réserves/rangements
<b>Dégagements</b>	Voir tableau
<b>Désenfumage des escaliers</b>	Naturel
<b>Chauffage</b>	Chaufferie de plus de 70 kW
<b>Ventilation / Climatisation</b>	VMC simple flux CTA
<b>Gaz utilisé</b>	Gaz naturel/azote/hydrogène/acétylène/co <sup>2</sup>
<b>Locaux alimentés en gaz</b>	Chaufferie et laboratoires
<b>Électricité</b>	TGBT
<b>Éclairage de sécurité</b>	Blocs autonomes d'éclairage d'évacuation alimentés par une source centralisée composée d'une batterie d'accumulateurs Remplacement de l'éclairage de sécurité sur source centralisée par des BAES
<b>Ascenseurs – Monte charges</b>	1 ascenseur hydraulique
<b>Moyens d'extinction internes</b>	Extincteurs portatifs
<b>Service de sécurité</b>	Personnes désignées par l'exploitant par niveau et par bâtiment
<b>Détection incendie</b>	Locaux à risques particuliers/circulation de la zone rénovée et locaux spécifiques
<b>S.S.I</b>	Catégorie A asservissement alarme et compartimentage
<b>Alarme</b>	Type 1 sans temporisation
<b>Alerte</b>	Téléphone urbain

#### IV. Calcul des effectifs – Classement – Dégagements

##### Effectifs

L'effectif du public a été calculé en prenant en application les articles GN 1 – GN 2 du règlement de sécurité et des dispositions particulières.

Niveau	Désignation du local	Article	Mode de calcul	Effectif Public	Effectif Personnel	Effectif Total
R+2	Niveau	R 2	Déclaratif	279	30	309
R+1	Niveau	R 2	Déclaratif	290	15	305
RDC	Niveau	R 2	Déclaratif	220	36	256
RDJ	Niveau	R 2	Déclaratif	19	0	19

L'effectif total du public accueilli est de 808 personnes.

L'effectif du personnel est de 81 personnes.

Le bâtiment peut accueillir 889 personnes.

##### Classement

Type : R	Catégorie : 3 <sup>e</sup>
----------	----------------------------

Observations concernant le classement :

**L'effectif est théorique, il est déterminé selon un taux de remplissage maximal de l'ensemble des locaux. Cependant, la déclaration contrôlée du chef d'établissement définit cet effectif à 291 personnes ajouté du personnel ce qui représente une occupation moyenne réelle confirmée par les précédentes visites périodiques. Par conséquent le classement du bâtiment est maintenu.**

##### Dégagements

Niveau	Effectif	Nbre de sorties réglementaires	Nbre de sorties réelles	Largeur réglementaire	Largeur réelle
R+2	309	2 escalier	3 escaliers	5 UP	6 UP
R+1	305	2 escaliers	3 escaliers	5 UP	6 UP
Cumul des étages	614	3 escaliers	3 escaliers	7 UP	<b>6 UP</b>
RDC	220	3	3	3 UP	6 UP
RDJ	19	1	3 escaliers	1 UP	6 UP
Cumul des niveaux (dégagements du rez-de-chaussée)	889	3	3	9 UP	7 UP

Observations concernant les dégagements :

**L'occupation maximale simultanée de l'ensemble des niveaux n'est pas compatible avec la qualité des dégagements du rez-de-chaussée. Par conséquent, l'effectif doit être limité à 700 personnes en toutes circonstances.**

**Le rez-de-jardin dispose de dégagements débouchant directement sur l'extérieur.**

## V. Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...).

Désenfumage	Date	Contrôleur	Observation
<b>Naturel</b> DF 10 (annuelle par un TC)	26/06/2023	SERVICE TECHNIQUE IUT	RAS

Installations thermiques	Date	Contrôleur	Observation
<b>Chaudières</b> CH 58 (annuelle par un TC)	06/09/2023	IDEX	RAS
<b>Évacuation des produits de combustion (ramonage)</b> CH 57 (annuelle par un TC)			RAS
<b>Clapets d'isolement (conduits aérauliques)</b> CH 58 (annuelle par un TC)	02/10/2023	SERVICE TECHNIQUE IUT	RAS
<b>Ventilation de confort (filtres, DAD)</b> CH 58 (annuelle par un TC)	27/08/2023	IROISE VENTILATION	RAS
<b>Fluides frigorigènes</b> CH 58 (annuelle par un TC)	05/06/2023	GUYADER	RAS
<b>Ventilation mécanique contrôlée</b> CH 58 (annuelle par un TC)	27/08/2023	IROISE VENTILATION	RAS

Installations de gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés	Date	Contrôleur	Observation
<b>Distribution gaz</b> GZ 30 (annuelle par un TC)	09/06/2023	SOCOTEC	4 observations levées
<b>Locaux (ventilation et évacuation des produits de combustion)</b> GZ 30 (annuelle par un TC)			RAS
<b>Appareils d'utilisation de gaz et accessoires</b> GZ 30 (annuelle par un TC)			RAS
<b>Stockage de gaz spéciaux</b> (annuelle par un TC)	03/07/2023	AIR LIQUIDE	RAS

Installations électriques	Date	Contrôleur	Observation
<b>Sécurité du public</b> EL 19 (annuelle par un TC)	21/08/2023	VERITAS	7 observations levées
<b>Sécurité des travailleurs</b> EL 4 (annuelle par un TC)			
<b>Éclairage (normal, sécurité)</b> EC 15 (annuelle par un TC)	21/08/2023 08/01/2024	VERITAS SERVICE TECHNIQUE IUT	

<b>Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants</b>	<b>Date</b>	<b>Contrôleur</b>	<b>Observation</b>
<b>Ascenseurs</b> AS 8 (contrat par un TC)	14/06/2023	OTIS	RAS
<b>Ascenseurs</b> AS 9 (quinquennale par un OA)	2019	SOCOTEC	RAS

<b>Moyens de secours contre l'incendie</b>	<b>Date</b>	<b>Contrôleur</b>	<b>Observation</b>
<b>Extincteurs</b> MS 73 (annuelle par un TC)	23/08/2023	ASI	RAS
<b>Alarme</b> MS 73 (annuelle par un TC)	2023	SIEMENS	Aucune
<b>SSI catégorie A ou B</b> MS 68 (annuelle – contrat par un TC)			Aucune
<b>SSI catégorie A ou B</b> MS 73 (triennale par un OA)	27/10/2023	SOCOTEC	3 observations à lever (changement prévu en 2024)

OA : Organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur  
TC : Technicien compétent

## VI. Exploitation

### Affichage des plans des locaux

Réalisé

**Formation du personnel et du service de sécurité incendie** (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)

#### Actions de formation :

Mr VANONI (gestion de l'évacuation + SSI)

Formation annuelle à l'utilisation des extincteurs par Chubb

**Organisation de la sécurité incendie** (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)

Réalisé et à améliorer

### Date du dernier exercice d'évacuation

16/05/2024

**Registre de sécurité (R 143-44) sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier :**

- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
- les dates des divers contrôles et vérifications techniques ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Tenu à jour

### **Mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap**

En application de l'article R143-41 du CCH, le groupe de visite a évoqué avec l'exploitant les mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap.

**Établissement concerné par les mesures de mise en sécurité des personnes en situation de handicap** : les principes fondamentaux d'évacuation définis par l'article GN8 sont pris en considération et réalisés dans l'établissement. En cas d'incendie, les mesures prévues sont les suivantes :

- Transfert horizontal

### **Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation**

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.

## **VII. Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite**

<b>Issues de secours</b>	Bon fonctionnement
<b>Détection incendie</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• déclenchement des portes de recoupement</li><li>• déclenchement des clapets</li><li>• déclenchement de l'alarme</li></ul>	Bon fonctionnement
<b>Alarme incendie</b>	Bon fonctionnement
<b>Désenfumage</b>	Bon fonctionnement

## **VIII. Modifications réalisées**

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité, hormis le remplacement de l'éclairage de sécurité sur source centralisée par des BAES.



## **IX. Prescriptions**

Au terme de la visite, le groupe de visite a proposé un avis **favorable** à la poursuite d'activité et a demandé la réalisation des prescriptions suivantes :

- N°1 Déposer en mairie, pour avis de la commission de sécurité compétente, un dossier concernant la modification de l'éclairage de sécurité et prendre en compte la modification des effectifs conformément aux dispositions de l'article **R.143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation** ;
- N°2 Poursuivre la levée des observations des différent rapports par un technicien compétent conformément aux dispositions de l'article **GE 10** ;
- N°3 Transmettre en mairie la demande de passage de la commission de sécurité compétente en vue de réceptionner les travaux conformément aux dispositions de l'article **R.143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation** ;
- N°4 Apposer au droit des extincteurs de la chaufferie gaz « ne pas utiliser sur flamme gaz » conformément aux dispositions de l'article **CH 2** (article 20 de l'arrêté du 23 juin 1978) ;
- N°5 Identifier sur les plans d'intervention les locaux à risques particuliers conformément aux dispositions de l'article **MS 41** ;
- N°6 Identifier les arrêts d'urgence électrique conformément aux dispositions de l'article **EL 11** ;
- N°7 Reprendre l'organisation du service de sécurité incendie afin de gagner en efficience conformément aux dispositions de l'article **MS 46**.

### **Amélioration proposée**

Déposer les anciennes installations techniques qui ne sont plus utilisées.

## X. Avis

Dénomination	IUT - B (Enseignement biologie)	
Adresse	2 rue de l'Université - 29000 Quimper	
Adresse électronique	<a href="mailto:directeur.iutquimper@univ-brest.fr">directeur.iutquimper@univ-brest.fr</a>	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	42065.B	
Classement	Type : R	Catégorie : 3 <sup>e</sup>

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

**La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Quimper** émet,  
en date du **mardi 2 juillet 2024** après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie,  
un avis

**Favorable – Défavorable (1)**  
**à la poursuite de l'activité de l'établissement**

(1) rayer la mention inutile

La Présidente de la Commission,



**Mélar**

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée – article R 143-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des Établissements Recevant du Public.